Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire

Unité Départementale de la Sarthe

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Installation classée pour la protection de l'environnement
Société CIMENTS CALCIA à Saint-Germain-D'Arcé (72) demande de prolongement de l'autorisation

La Société CIMENTS CALCIA, a remis le 14 septembre 2017, complété le 28 septembre 2017 et le 13 octobre 2017, à monsieur le Préfet de la Sarthe, une demande de prolongement de l'autorisation d'exploiter d'exploiter sa carrière sur le territoire des communes de Saint-Germain-D'Arcé, au lieu-dit « La Huellerie ».

L'exploitant justifie ses demandes pour la raison suivante :

La société CIMENTS CALCIA, filiale du Groupe HeidelbergCement, exploite sur le territoire de la commune de Saint-Germain-d'Arcé, dans le département de la Sarthe (72), une carrière de calcaire pour alimenter sa cimenterie voisine, située sur la commune adjacente de Villiers-au-Bouin dans le département de l'Indre-et-Loire (37). Cette carrière, dite carrière de la Huellerie, a été autorisée par arrêté préfectoral n° 880/0518 du 9 février 1988 pour une durée de 30 ans (soit jusqu'au 9 février 2018) sur une superficie globale d'environ 180 ha pour une superficie exploitée d'environ 120 ha.

CIMENTS CALCIA a déposé le 1er décembre 2016, et complété le 18 avril 2017, en préfecture un dossier de demande d'autorisation de renouvellement d'exploitation et d'extension de la carrière de la Huellerie, pour une durée de 30 ans.

Au vu des délais de l'instruction, le pétitionnaire craint que l'obtention du renouvellement de l'autorisation d'exploiter ne puisse pas aboutir avant le 9 février 2018, date d'échéance de l'autorisation actuellement en vigueur. Il précise qu'un retard dans l'obtention de cette nouvelle autorisation entraînerait l'interruption de l'exploitation de la carrière de la Huellerie et par conséquence l'arrêt de la cimenterie de Villiers-au-Bouin, le temps que la procédure d'instruction s'achève, ce qui serait préjudiciable dans le contexte actuel de forte demande en ciments et aurait des impacts d'ordre économique et social.

Cette crainte est d'autant plus accentuée par l'avis défavorable formulé par le CNPN, le 23 septembre 2017.

Ainsi la société CIMENTS CALCIA demande la prolongation de l'autorisation d'exploiter actuellement en vigueur, pour une durée maximale de 18 mois et jusqu'à l'obtention de la nouvelle autorisation.

Cette demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter apparaît fondée au regard de la conjoncture économique difficile qui s'est traduit par la réduction des volumes de production de la carrière.
I – PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

I.1. LE DEMANDEUR

Raison sociale
Société CIMENT CALCIA

Forme juridique
Société par Actions Simplifiée (S.A.S)

Siège social
Rue des Technoordes -78 931 GUERVILLE Cedex

SIRET
654 800 689 00014

Adresse de l'exploitation
« La Huellerie » – Saint-Germain-D'Arcé

Activité
carrière

Situation administrative
Arrêté préfectoral d'autorisation n° 880/0518 du 9 février 1988 relatif à l'autorisation d'exploiter jusqu'au 09 février 2018

Arrêté préfectoral complémentaire n°920/3384 du 01 octobre 1992 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société CALCIA

I.2. SITUATION ACTUELLE ET CARACTÉRISTIQUES DE LA CARRIÈRE

La carrière de la Huellerie est autorisée par arrêté préfectoral n° 880/0518 du 9 février 1988 pour une durée de 30 ans, soit jusqu'au 9 février 2018 :

- Superficie globale autorisée d'environ 180 ha, pour une superficie exploitable d'environ 120 ha ;
- Cote de fond d’exploitation fixée à 55 m NGF ;
- Production moyenne annuelle : 700 000 t/an ;
- Production maximale annuelle : 1 000 000 t/an.

L'exploitation est menée à ciel ouvert et hors eau avec pompage d'exhaure à la cote de 55 m N.G.F, point le plus bas du site, maintenant le niveau d'eau suffisamment bas pour pouvoir exploiter.

L'exploitation du gisement consiste à poursuivre l'abattement des fronts existants jusqu'aux limites du périmètre de l'autorisation ; l'hétérogénéité du gisement contraint l'exploitation simultanée à différents étages pour avoir accès aux différentes qualités de calcaire et ainsi réaliser les mélanges recherchés pour la préparation du ciment.

Une campagne de tirs d'explosifs a lieu une fois par an correspondant à une quinzaine de tirs répartis sur une durée de 5 semaines. L'extraction est réalisée en continue tout au long de l'année par ripage au bulldozer ou à la pelle hydraulique. Les travaux de découverte et de défrichement sont organisés pour tenir compte des cycles biologiques de la faune (périodes de reproduction ou d'hibernation).

L'extraction des matériaux se déroule de la manière suivante :

- décapage des terres végétales et stockage temporaire en merlon périphérique avant réutilisation pour la remise en état ;
- extraction du gisement, par front de 9 à 10 mètres de hauteur, séparés par des banquettes ou des plate-formes à la cote 64 à 73 m N.G.F en moyenne ;
- Chargement des dumpers à la chargeuse sur pneu ou à la pelle hydraulique ;
- acheminement des matériaux jusqu'aux installations de traitement des matériaux située sur la carrière de Pont-de-Launay (carrière mitoyenne située dans le département de l'Indre-et-Loire (37)) ;

Les conditions d'exploitation demeurent ainsi inchangées par rapport à celles prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur.

La présente demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter porte également sur les mêmes parcelles autorisées, à savoir les parcelles cadastrées réferencées section ZR n°21, section ZS n°3, section ZT n°8 et section ZV n°16.

Le site est accessible depuis la carrière de Pont-de-Launay qui dispose d'une voie d'insertion aménagée jusqu'à la route départementale n°281.

Le site fonctionne du lundi au vendredi, hors jours fériés entre 5 h et 18 h et des opérations de maintenance peuvent avoir lieu ponctuellement le samedi.
Production de la carrière :

La quantité d’extraction totale autorisée pour la carrière de la Huellerie, sur la durée des 30 ans de 21 000 000 tonnes.

Depuis l’ouverture de la carrière, les productions annuelles réalisées sont les suivantes :

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Productions (en tonnes)</td>
<td>618 883</td>
<td>618 529</td>
<td>708 418</td>
<td>692 464</td>
<td>651 200</td>
<td>548 200</td>
<td>486 840</td>
<td>482 000</td>
<td>466 725</td>
<td>459 300</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Productions (en tonnes)</td>
<td>337 341</td>
<td>256 375</td>
<td>380 196</td>
<td>364 895</td>
<td>342 535</td>
<td>308 370</td>
<td>380 495</td>
<td>398 085</td>
<td>521 095</td>
<td>533 915</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Productions (en tonnes)</td>
<td>495 600</td>
<td>459 595</td>
<td>460 920</td>
<td>436 920</td>
<td>346 205</td>
<td>347 805</td>
<td>336 065</td>
<td>282 730</td>
<td>340 565</td>
<td>351 000</td>
</tr>
</tbody>
</table>

La quantité extraite sur la carrière de la Huellerie au 31 août 2017, depuis l’autorisation préfectorale de 1988 est de 13 263 266 tonnes. (avec une estimation de production de la carrière de 150 000 tonnes pour la période allant du 31 août au 31 décembre 2017, soit une quantité totale extraite estimée 13 413 266 tonnes environ).

La quantité d’extraction annuelle a atteint un maximum en 1990 avec 708 400 tonnes.

Comme évoqué précédemment, il est à noter une baisse prononcée de la quantité annuelle d’extraction de la carrière :

- entre 1999 et 2005, période de modulation économique avec une baisse de la production de ciment de l’usine ;
- depuis 2010 – 2011 avec des productions annuelles de l’ordre de 350 000 à 400 000 tonnes en moyenne en raison de l’impact de la crise économique ;

Selon l’exploitant, la prolongation de l’autorisation d’exploiter, pour une période de 18 mois, à un rythme d’extraction ne dépassant pas la production moyenne autorisée de 700 000 tonnes par an, se traduira par une quantité d’extraction maximale de 1 050 000 tonnes, ce qui portera la quantité totale de matériaux extraits sur la carrière de la Huellerie depuis l’autorisation préfectorale de 1988 à un total de 14 913 266 tonnes, soit 6 086 734 tonnes de moins que la quantité totale d’extraction initialement prévue (21 000 000 tonnes).

Capacités techniques et financières :

L’usine de Villiers-Au-Bouin de la société CIMENTS CALCIA a été intégrée au groupe Italcementi de 1992 à 2016, puis depuis juillet 2016 fait partie du groupe HeidelbergCement (deuxième cimentier au niveau mondial implanté dans 60 pays et employant environ 63 000 personnes à travers le monde). La cimenterie compte parmi les 9 sites de production CIMENTS CALCIA en France.

La société CIMENTS CALCIA a réalisé en 2015 le chiffre d’affaires de 609 millions d’euros.

Selon le pétitionnaire de la demande, des investissements importants ont été engagés en 2005 pour garantir la pérennité de l’outil industriel. Cette usine emploie aujourd’hui 82 salariés et contribue à environ 200 emplois indirects (maintenance industrielle, approvisionnements énergétiques, transports des matériaux, etc.).

La société possède l’expérience de l’exploitation de carrière et possède les équipements et le savoir-faire pour exploiter la carrière.

Droits fonciers :

La société CIMENTS CALCIA détient toujours la maîtrise foncière des terrains.
Régime de classement :

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Rubrique</th>
<th>Désignation des activités</th>
<th>Grandeur caractéristique</th>
<th>Régime</th>
</tr>
</thead>
</table>
| 2510.1   | Exploitation de carrière | Superficie totale de la carrière = 179ha 45a 20 ca équivalent à 1 794 520 m²  
Superficie d'extraction = 109ha équivalent à 1 090 000 m²  
quantité maximale de matériaux extrait par an = 700 000 tonnes | A |
L'exploitant précise qu'en cas d'autorisation pour le prolongement de l'exploitation de la carrière, le montant des garanties financières retenu sera celui calculé sur la base de l'état d'avancement maximal de la dernière phase 2014-2018 soit 1 901 648 € et procédera auprès de l'établissement bancaire au prolongement de 18 mois la caution bancaire n° FR007071AR. Ainsi, la prolongation de la durée de l'autorisation d'exploitation de 18 mois n'aura pas d'impact sur le montant des garanties financières calculé pour la dernière phase de l'exploitation 2014-2018.

III - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES


« Prolongation de la durée de fonctionnement

Pour les installations faisant l'objet d'une autorisation pour une durée limitée, le renouvellement de l'autorisation doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément aux dispositions de l'article R. 512-36 du code de l'environnement.

Toutefois pour des installations de stockage de déchets ou des carrières, on pourra considérer au cas par cas qu'une légère prolongation de la durée d'exploitation dans la limite de la capacité totale de stockage de déchets ou d'extraction de matériaux autorisée n'est pas un renouvellement et ne constitue pas une modification substantielle, dans la mesure où les impacts du fonctionnement de l'installation pendant cette prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible. »

Aussi, et compte tenu des arguments exposés ci-dessus, la société CIMENTS CALCIA sollicite le bénéfice des dispositions introduites par cette circulaire, lesquelles permettent, pour une courte durée, de prolonger l'autorisation initiale.

À noter, l'impact environnemental apparaît moindre qu'initiallement prévu pendant la durée autorisée du fait d'un rythme d'exploitation plus faible.

C'est la raison pour laquelle elle a demandé de pouvoir bénéficier des dispositions de la circulaire précitée du 14 mai 2012,

L'inspection des installations classées considère que le délai supplémentaire de 18 mois sollicité par la société CIMENTS CALCIA (c'est-à-dire 5 % du délai initialement accordé) reste dans les limites de la capacité totale d'extraction de matériaux autorisée mais ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation actuelle.
L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la délivrance de la prolongation, pour une durée de 18 mois, de l'autorisation sollicitée par la société CIMENTS CALCIA sous réserve de l'application des prescriptions ci-jointes et propose à monsieur le préfet de la Sarthe de soumettre ce dossier à l'avis des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, en formation dite « carrières » de la Sarthe.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.

REDACTEUR
L'inspecteur de l'environnement

VERIFICAUTRE
L'inspecteur de l'environnement

VALIDE et TRANSMIS à monsieur le Préfet
P/La Directrice et par délégation
Le chef de l'Unité Départementale, inspecteur de l'environnement